

## ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à la date du 15 DÉCEMBRE de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

Les nouveaux abonnés qui nous en feront la demande recevront tout ce qui aura paru de notre roman

## LE GARS PERRIER

au moment de leur souscription.

PARIS, 13 DÉCEMBRE

## DERNIÈRES NOUVELLES

### INTÉRIEUR

Les électeurs parisiens n'ont pas mis un grand empressement — dans la matinée du moins — à se présenter dans les sections pour y déposer leur bulletin de vote. Dans plusieurs d'entre elles l'ouverture du scrutin n'a eu lieu qu'après neuf heures. Dans d'autres, la constitution du bureau a été très laborieuse.

Alger, 12 décembre.

La nuit dernière et aujourd'hui, plusieurs secousses assez fortes ont été ressenties à Sétif, à Bordj-bou-Arredj et à M'Sila. La nouvelle route de Bordj-bou-Arredj à M'Sila a été coupée par un affaissement de la montagne; les communications sont interrompues.

Le pont de pierre sur l'Oued Ksod, qui a coûté cent mille francs, a été fortement endommagé.

La gare de Chamma, sur la ligne du chemin de fer de Sétif à Bordj, menace ruine et a été évacuée.

On a arrêté hier à Sétif un marabout qui conseillait aux indigènes d'abandonner la ville.

### EXTÉRIEUR

Vienne, 13 décembre.

Le Tagblatt prétend avoir appris, par une dépêche de Belgrade, qu'un combat sanglant aurait été livré près de Vukits zvor et, qu'après une lutte prolongée, les Bulgares auraient été vaincus.

Les autres journaux de Vienne ne font aucune mention d'un fait de ce genre.

Madrid, 12 décembre.

Le 26 décembre, le président du conseil lira aux Cortès le décret de réouverture. Les Cortès procèderont, le 28, à l'élection du président, des vice-présidents et des secrétaires.

Le 29, la régente prêterait serment devant le Congrès.

Le 30, le ministre des finances lira les projets de réformes financières et de vente des forêts de l'Etat.

Après six ou huit séances, les Cortès seront suspendues; elles seront dissoutes plus tard par décret royal.

New-York, 12 décembre.

Dans son testament, M. Vanderbilt lègue à sa veuve une rente annuelle de 200,000 dollars et un capital d'un demi-million de dollars. Il donne à chacun de ses huit enfants dix millions et à son fils Cornelius, deux millions en plus.

Les legs de bienfaisance s'élèvent à un million de dollars.

Le testateur défend de vendre ses actions de chemins de fer sans le consentement de tous ses enfants.

Le Caire, 12 décembre.

Aujourd'hui, 3,000 rebelles ont attaqué Nagra-Keh, point situé à 2 milles au nord de Koshbeh, et occupé par 200 hommes de troupes égyptiennes, sous les ordres du capitaine Besant.

Après plusieurs heures de combat, l'ennemi a été repoussé.

Quatre soldats égyptiens ont été blessés. On ne connaît pas les pertes de l'ennemi. Il s'est retiré vers le Sud.

Le général Stephenson et son état-major sont partis ce soir, remontant le Nil.

Le Caire, 13 décembre.

Malgré l'absence des communications officielles, le bruit court ici avec persistance que des nouvelles graves et même mauvaises sont arrivées du Soudan.

On parle de l'évacuation de Wady-Halfa comme d'une chose possible.

## INFORMATIONS

On espère que les résultats généraux du scrutin, dans le département de la Seine, pourront être connus dans l'après-midi de demain lundi.

Le service est centralisé au pavillon de Flore : c'est là que seront faites les communications à la presse.

\*\*\*

Le général Chanot, nommé attaché militaire à la légation française de Pékin, est chargé d'une mission spéciale : il devra renseigner le gouvernement sur les projets de réorganisation de l'armée chinoise.

Les indications déjà recueillies à ce sujet par le gouvernement démontrent que l'empire du Milieu devient, de moins en moins, une quantité négligeable.

\*\*\*

Bien que les intentions du gouvernement, au sujet du Tong-King, soient encore quelque peu nébuleuses, un point est dès maintenant acquis, c'est qu'après le vote des crédits, un nouveau résident général sera envoyé à Hué revêtu des pleins pouvoirs.

Quel sera ce *Deus ex machina* ? On a parlé de M. Paul Cambon, aujourd'hui ministre résident à Tripoli.

Nous savons bien que son nom a été pro-

noncé, mais nous croyons savoir que le sous-secrétaire de l'Intérieur ne se soucie nullement de s'embarquer sur une pareille galère.

Dans ces conditions, les actions de M. Harmand, l'ex-commissaire général à civil, pourraient bien remonter sur l'eau.

Nota : ce sera le huitième changement à vue qui s'opérera au Tong-King depuis le commencement des événements.

Dans le journal le moins grave de Paris (nous avons nommé le *Journal des Débats*) — et sous la signature du moins sérieux des rédacteurs de cette feuille (nous avons nommé M. John Lemoine) — nous lisons :

« Quoi qu'on en dise, le Tong-King et Madagascar, dont il s'agit actuellement, n'ont tenu qu'une quinzaine de petites places dans les programmes électoraux. »

Ainsi, sir John n'a presque pas entendu parler du Tong-King pendant la période électorale; il n'a pas connu du tout ces affiches blanches mais mensongères que les préfets firent placarder à la veille du scrutin, pour parler précisément des nouvelles tonkinoises : c'est étonnant, comme on est informé, dans la pénombre de la rue des Prêtres !

Précisément, voici comment M. Henri Rochefort commence son article ce matin : — « Les élections du 4 et du 18 octobre sont fautes sur l'expédition du Tong-King, dont les souteneurs sont en grande partie restés sur le carreau. »

Qu'en pense sir John ?

Il n'en pense sans doute rien du tout, sinon qu'il lui importe peu que l'on ait parlé du Tong-King pendant les élections, parce que *verba volant*, comme dit M. Dietz. Au reste, sir John s'en explique : il déclare seulement que les candidats ont peu écrit sur le Tong-King, et que par conséquent « les nouveaux élus ou réélus sont libres ».

Parfaitement, il n'y a que les écrits qui restent, et quant aux promesses verbales, sir John semble d'avis qu'elles ne lient pas ceux qui les ont faites... O sincérité ! O vertu ! O centre gauche !...

### L'UNION MONÉTAIRE

Hier a été signé, au ministère des affaires étrangères, entre les plénipotentiaires de la France, de la Belgique, de la Grèce, de l'Italie et de la Suisse, un acte additionnel à la convention monétaire du 6 novembre 1885.

Cet acte consacre la rentrée de la Belgique, comme partie contractante, dans l'union latine.

Les cabinets européens, qui se sont donné le ridicule de se laisser bernier par des Serbes et des Bulgares, ainsi que M. Ferry se laissait conduire par les événements, sont à même d'ajouter un ridicule et un péril nouveau à tous ceux dont nous sommes obsédés depuis tantôt trois mois. Au moment où l'on pouvait croire que le conflit des Balkans allait disparaître dans une transaction quelconque, où l'Europe obtenait de deux princes d'opérette la permission de respirer, voici que de nouveaux capitaines entrent en scène. Ce sont les Grecs, les Hellènes en style noble, des gens armés jusqu'aux dents et roulant des regards terribles, mais qui, à l'exemple des figurants de théâtre, se dépensent surtout en pompeuses déclarations. Ils partent de ce principe qu'aucune modification ne peut être introduite dans la situation de leurs voisins sans que la Grèce en profite, et que l'Europe leur doit le prix de leur modération pendant la dernière crise.

Nous ne voyons pas très bien ce qu'a été cette modération que la présence des troupes ottomanes a, sans doute, sagement conseillé. En tout cas ce n'est pas de la modération dans les prétentions ou le langage.

Singulière logique que celle de ces nouveaux-venus de la famille européenne. S'ils se tiennent tranquilles relativement, et pour cause, il faut les payer. S'ils étaient partis en guerre et qu'ils eussent remporté des victoires il faudrait leur payer encore; battus, il est probable qu'ils auraient réclamé une extension de territoire capable d'accroître leurs forces et de fixer à l'avenir la fortune des armes. Quoi qu'il arrive, tout doit tourner à leur avantage, alors même que le repos du monde en serait compromis. Jamais enfant gâté n'a été plus exigeant et plus absurde. C'est un peu la faute des parents, il faut l'avouer. Une longue indulgence a encouragé ces caractères excessifs.

Depuis un demi-siècle, on a tout fait pour eux, et ils jugent que ce n'est rien au premier conseil de sagesse nécessaire. L'univers ne doit-il pas être en admiration devant la magnanimité de la nation hellène ? Ne doit-il pas être tout heureux d'acheter au prix de n'importe quel sacrifice la satisfaction et la gloire d'avoir facilité, dans une bien faite mesure, son inévitable grandeur ? Eh bien ! non, à la fin, nous ne sommes pas flattés du tout et nous demandons résolument qu'on nous laisse la paix; que le replâtrage des Balkans se fasse entre les combattants, tous deux plus ou moins maltraités, sans intrusion d'un nouveau personnage. L'existence à titre de nation, l'autonomie politique n'est pas une série de succès et d'acquisitions territoriales.

Les plus grands peuples, les plus méritants et les plus dignes le savent. Que les autres l'apprennent. Le fait est-il d'ailleurs sans précédent, même dans la partie de l'Europe orientale dont il s'agit ?

En 1877, les Roumains ont prêté à la Russie le concours le plus dévoué et le plus efficace. Les *dorénavant* se sont cou-

verts de gloire et de sang à Plewna. Qu'en est-il résulté au traité de Berlin ? La Roumanie a été sacrifiée à l'intérêt supérieur de la paix européenne. Elle s'est plainte, elle en avait le droit; elle a fini par comprendre et se résigner.

Les Grecs sont assez intelligents pour comprendre, même avant d'avoir versé inutilement le sang de leurs soldats. Nous sommes très disposés à les croire aussi braves et aussi exécutés qu'enthousiastes. Mais nous sommes persuadés qu'ils ne sont pas encore de taille à lutter victorieusement contre l'armée ottomane. Qu'ils fassent comme leurs aînés, qu'ils attendent. L'histoire d'un vrai peuple est faite de siècles et non d'années. Que si la folie l'emporte, l'Europe a vis-à-vis d'elle-même, vis-à-vis de ses populations qui ne demandent que repos et travail, vis-à-vis de ses armées qui ne peuvent être engagées par le caprice d'autrui, le devoir étroit de laisser à la Turquie les mains libres pour la défense du droit international. Les progrès de la Grèce en seront retardés pour cinquante ans, peut-être; elle l'aura bien voulu. Mais on aura ajourné en même temps l'explosion d'une lutte générale dont, grâce à Dieu, personne ne veut à l'heure actuelle.

## LE PETIT VOYAGE

Deux malfaiteurs viennent de paraître, le même jour, devant la justice : l'un à Lyon, l'autre à Bordeaux.

Le premier, nommé Bossuat, condamné aux travaux forcés, va être déporté. Il en manifesta, à l'audience même, la joie la plus vive : il voyait se réaliser son rêve ! Sentant incapable de gagner honnêtement sa vie, n'ayant pas le goût du travail, mais aimant encore moins la prison, il voulait à tout prix se faire envoyer à la Nouvelle-Calédonie. Il y avait réussi et bénissait le tribunal qui lui faisait ces loisirs.

L'autre était condamné à cinq ans et demi de prison, puis cette première peine subie, à la rélegation. Il se montra beaucoup moins satisfait. Ce n'est pas la rélegation qui le consternait, c'est le long emprisonnement qui la devait précéder. Pourquoi, comme son confrère de Bordeaux, n'avait-il pas la chance de s'embarquer tout de suite, et de s'embarquer pour Nouméa, un beau pays, un climat sain ? Il ne partira que dans six ans, lui ! Et Dieu sait où on l'enverra ? Peut-être à la Guyane, ou il mourra de la fièvre ! Peut-être à Kerguelen, où il mourra de froid !... Tous les malfaiteurs, à la place du condamné de Bordeaux, auraient certainement envié, comme lui, le sort du condamné de Lyon.

Or, qu'avait fait le condamné de Lyon ? Il avait tout simplement assassiné le secrétaire d'un commissaire de police qui prenait pour le comissaire lui-même, n'ayant aucune raison d'en vouloir à celui-ci, mais désireux remplir les conditions requises par la loi pour faire le petit voyage auquel il aspirait... Il y a bien un article du Code pénal qui aurait pu contraindre ses projets en le faisant échouer à la place de la Roquette. Mais il ne s'en inquiétait guère ! Il savait que la peine de mort n'est plus aujourd'hui qu'une expression juridique. Il comptait sur la faiblesse du jury, qui ne pourrait manquer de trouver à son crime odieux (comme il les a trouvées en effet) des circonstances atténuantes. Il se disait enfin que s'il avait le malheur de tomber sur un jury moins débonnaire, qui osât prononcer contre lui la peine capitale, M. Grévy s'interposerait pour sauver sa précieuse tête; et bien convaincu qu'il ne risquait rien, il tua froidement son homme.

Le condamné de Bordeaux, plus mal traité, était-il un pire criminel ? Non; c'était simplement un vagabond récidiviste. Condamné comme tel à six mois de prison, il avait accueilli cette condamnation en traitant ses juges de « canailles », ce qui lui avait valu un petit supplément de cinq ans d'emprisonnement, au bout desquels viendra la rélegation !

Est-ce que par hasard injurier un magistrat serait un acte plus criminel que de lui plonger un couteau catalan dans le dos ?

Evidemment non !

Est-ce que la première condition de la justice ne serait plus de proportionner aussi exactement que possible les peines prononcées aux crimes ou aux délits commis ? Evidemment si !

Donc notre régime pénal, aboutissant à une aussi choquante anomalie, est mauvais et doit être réformé.

La peine de mort est abolie en fait, ou du moins, n'étant plus qu'exceptionnellement appliquée, a perdu son principal objet, qui était d'intimider les malfaiteurs. Si, sur dix qui la méritent, neuf y sont sous-traités pour la mollesse des jurés, soit par l'impénétrable clémence du président de la République; s'il y a pour eux neuf bons numéros sur dix, nul châtiment, nul reculard devant un crime, l'échafaud, si rarement dressé, n'apparaît plus que comme une menace absolument platonique.

Et par quoi remplace-t-on la peine capitale ? Par la détention ? Non ; par une peine qu'on a jugée plus rigoureuse, — la déportation.

Or il se trouve, il est aujourd'hui démontré que, sur ce point, le monde des

coquins ne partage nullement l'avis de ceux qui ont fait la loi et de ceux qui l'appliquent. Il est certain qu'ayant à choisir, tous ou presque tous opéreraient pour la peine qu'on a crue la plus dure et qu'ils estiment la plus douce. Offrez aux détenus de s'embarquer pour la Nouvelle-Calédonie : les prisons se videront. Faites la contre-épreuve ; offrez aux forçats de Nouméa de rentrer en France, dans une maison centrale : pas un, peut-être, n'acceptera le marché.

Un procureur-général nous disait avoir vu des malheureux, condamnés aux peines les plus légères, — l'un notamment à deux mois de prison, — vouloir en appeler dans l'espoir « d'aller à la Nouvelle ! »

Le petit polisson de Bordeaux ne faisait-il pas le même calcul en insultant ses juges ?

Nous pouvons le penser, car, l'an dernier, un jeune garnement, dans les mêmes circonstances, et pour obtenir cette commutation de peine, lançait à la tête des siens, non pas une épithète injurieuse, mais un gros caillou dont il s'était muni à cette intention.

La société, en frappant le malfaiteur, ne se propose pas seulement de punir son méfait; elle se propose surtout d'en prévenir d'autres. Quand, par la peine qu'elle inflige, elle obtient le résultat contraire et pousse le simple délinquant à devenir criminel; elle va directement contre son but.

Il faut donc reconnaître qu'on a fait fausse route et revenir sur ses pas. Si la douceur de nos mœurs répugne décidément à la peine de mort, si l'exemple de la Suisse, obligée de la rétablir après l'avoir abolie, ne nous semble pas probant, qu'on la supprime, mais qu'on la remplace par une pénalité sérieuse, inspirant aux coquins quelque terreur.

Comme on n'a pas précisément l'intention de leur être agréable, on doit consulter leur goût, pour ne pas le satisfaire; et puisqu'ils préfèrent manifestement la déportation à l'emprisonnement, eh bien ! qu'on les emprisonne, sauf à les déporter s'ils s'amendent. Loin de constituer, comme aujourd'hui, une prime au meurtre, le *petit voyage* deviendrait la récompense de leur bonne conduite.

La question nous intéresse tous, car tous nous pouvons rencontrer sur notre chemin un Bossuat s'offrant, aux dépens de notre peau, un permis de circulation. Nos députés, qui ont promis de s'occuper d'affaires, n'en pourraient aborder une plus importante, et sur ce terrain là du moins tous les partis pourraient s'entendre.

Comment se fait-il que les députés républicains qui n'ont pas hésité à grever notre budget, déjà si obéré, de quelques millions destinés à faire des rentes aux soi-disant victimes du Deux-Décembre, n'aient pas pas encore eu l'idée de créer un établissement spécial — quelque chose comme une Sainte-Périne politique — à l'usage des blackboulés du suffrage universel ? On aurait appelé cela : l'*Hospice des Invalides du scrutin*, avec un léger prélèvement sur les appointements des élus, ou on eût fait face aux dépenses d'entretien, et on eût ainsi évité les scandaleuses nominations qu'enregistre chaque jour le *Journal officiel*.

La liste en est déjà longue, nous ne la reproduirons pas, mais nous ne pouvons laisser passer sans protestation la nouvelle qui nous parvient du remplacement, de M. Dufraayer par M. Labuze, ex-député de la Haute-Vienne.

M. Dufraayer est un homme de hautes capacités, dont le passage à la direction de cet établissement de l'Etat avait été marqué par diverses mesures importantes dues à une intelligente initiative et à sa profonde expérience des questions financières.

M. Labuze est l'homme qu'il faut pour lui succéder ? Sa nomination, toute de faveur, ne lèse-t-elle point des droits acquis ? M. Labuze a été, il est vrai, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, mais on pouvait se demander également s'il était bien à sa place dans cette première situation ? Il nous a toujours semblé que l'étude de la pathologie et de la thérapeutique était une mauvaise préparation à une direction aussi importante que celle de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Preuve à l'appui de ce que nous disons plus haut : Le *Journal officiel* publie la nomination suivante :

M. Langlois, ancien officier de marine, ex-commandant du 13<sup>e</sup> régiment de Paris et ancien député, a été nommé receveur-principal du dix-huitième arrondissement, 2<sup>e</sup> division, de Paris, 1<sup>re</sup> classe.

Encore un blackboulé de Féval. M. Langlois remplace M. Casé qui est nommé dans le huitième arrondissement.

Le conseil municipal de Marseille, jaloux des lauriers de notre conseil municipal dans son œuvre de persécution religieuse, vient de voter par 15 voix contre 15 (le maire ayant voix prépondérante) une proposition tendant à désaffecter l'église Saint-Martin et à l'y livrer provisoirement au culte catholique de la Halle Pugin.

On sait que ce projet a donné lieu, il y a huit jours, à des protestations énergiques de la part de la population marseillaise et qu'il en est résulté certain désordre.

Pour bien comprendre à quel degré de

violence antireligieuse on sont arrivés les radicaux du conseil municipal de Marseille, il faut lire le commentaire dont le sieur Rouge (n'est-ce donc l'influence des noms) a cru devoir accompagner son vote :

« Si cette proposition n'est pas acceptée par l'évêque, la population marseillaise se chargera de donner une autre solution à l'affaire. »

Que veut dire par là le sieur Rouge ? Entend-il renouveler les meurtres et les incendies du mois de mai 1871 ? N'y a-t-il pas là une excitation à l'assassinat et au pillage ?

Des droits que le Concordat donne au clergé français, inutile d'en parler, ces messieurs les ignorent, et les connaîtraient-ils qu'ils n'en tiendraient point compte ! Mais il nous semble que le gouvernement ne saurait demeurer indifférent à un pareil état de choses.

M. Grévy a, il est vrai, dans sa jeunesse, pris part au pillage de l'archevêché à Paris, mais alors il n'était point investi des hautes fonctions qu'il occupe et dont il devrait plus souvent se rappeler les devoirs et les responsabilités.

Voilà déjà trois jours que le général Campenon a officiellement annoncé à la Chambre qu'il avait prescrit une enquête au sujet de la divulgation du rapport Borgnis-Desbordes.

Comment se fait-il que cette enquête n'ait pas encore abouti ?

Nous allons plus loin, et nous dirons qu'elle devait aboutir dès le premier moment, dès la première heure.

En effet, à l'instant même où M. Campenon venait parler d'enquête à la Chambre, tout le monde autour de lui, au Palais Bourbon, nommait, plus ou moins haut, le coupable et désignait M. Jules Ferry.

Lorsque, le lendemain, nous affirmions, à cette place, que l'enquête aboutirait si M. Campenon le voulait, nous ne doutions pas qu'il ne sût ce que savait à peu près tout le monde : c'est que l'opportunité de la publication du rapport Borgnis-Desbordes a été agitée dans un conciliabule tenu chez l'ancien ministre Raynal; c'est que cette réunion, à laquelle assistaient plusieurs membres de l'ancienne majorité, élus et non réélus, ainsi qu'un général, décida que la divulgation de ce document, de cette pièce judiciaire, détournerait peut-être l'attention et rendrait moins lourde la responsabilité qui pèse sur le chef du cabinet tombé; c'est enfin que M. Jules Ferry, le principal intéressé, le grand forbe, le criminel d'Etat, se chargea de faire copier le rapport et de le transmettre directement au Temps.

Voilà ce que M. Campenon devait savoir jeudi; voilà ce qu'il était impossible qu'il ne sût pas; et du moment que l'enquête, aussitôt ordonnée, n'a pas abouti, nous sommes amenés à poser cette question : — Est-ce que M. Campenon est complice de M. Ferry ?

Est-ce qu'il se prête à ce jeu pour endormir l'attention publique ? — Il ne l'endormira pas...

On annonce que M. Lockroy, ou M. Rochefort, montera à la tribune dans deux ou trois jours pour demander où en est l'enquête : — Pourquoi pas dès demain ?

Il est temps d'en finir.

Il n'y a ni à sauver ni à ménager M. Jules Ferry, qui est et qui restera le dernier des misérables.

Il s'est conduit en bandit et en traître pendant son ministère, entassant mensonges sur mensonges, sacrifiant notre argent et versant le sang français, pour garder son portefeuille. Aujourd'hui, il est flétri, méprisé, mais il n'est pas puni encore.

Il se flatte d'échapper à la punition. Il a même espéré se refaire une situation politique. C'est pour cela que, juste au moment où les Trente-Trois le priaient en flagrant délit de falsification de dépêches, il s'occupait, avec quelques complices, de fouiller au dossier officiel et de commettre un nouveau méfait, croyant en profiter.

Eh bien, non, il n'en profitera pas ! Les crimes de Ferry vont se retourner contre lui, et, bon gré malgré, il faudra que satisfaction soit donnée à ces mères dont il a fait mourir les fils, et qui crient justice !

## LE PRODUIT DES IMPOTS

Le *Journal officiel* publie l'état des contributions directes et celui des revenus indirects, en France, pour le mois de novembre écoulé.

Ces états, en raison de la prochaine fin d'année, ne provoqueront que de courtes observations de nous part. Dans quelques jours, en effet, nous connaîtrons les résultats complets de 1885, et il y aura lieu alors de présenter une étude d'ensemble qui serait aujourd'hui prématurée.

Pour le moment, nous nous bornerons à dire que, rapprochés des évaluations budgétaires, les recouvrements de novembre (impôts et revenus indirects) se traduisent par une moins-value de 4 millions 661,000 francs. Cette moins-value, ajoutée à celle des mois antérieurs, atteignait au 30 novembre la somme de 31 millions 171,900 francs.

Si maintenant nous comparons novembre 1885 à novembre 1884, le résultat du premier donne une légère augmentation de 597,900 fr. Mais les onze mois écoulés de 1885 sont encore en diminution de produit par rapport aux mêmes mois de 1884. La diminution se chiffre par 2 millions 176,800 fr.

Les résultats pour l'Algérie (impôts et revenus indirects), sont un peu meilleurs, en ce sens que les dix premiers mois de 1885 (les relevés effectués s'arrêtent au 31 octobre) donnent une augmentation de 836,000 francs aux recouvrements de

## PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.

— Le numéro, ..... 15 centimes.

DÉPARTEMENTS : un an, 61 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro, ..... 20 centimes.

## INSÉRITIONS :

ANNONCES, ..... 1 fr. 50 la ligne.

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co.

Place de la Bourse, 8.

ETAT BUREAU DU JOURNAL, RUE DUCROISSANT, 1.

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

1885, comparés à ceux des dix premiers mois de 1884.

Mais, en regard des évaluations budgétaires, les résultats sont en infériorité sensible; l'infériorité se traduit par un total de 1,104,200 francs.

Les tableaux que nous analysons concourent, en outre, les contributions directes et l'impôt établi sur le revenu des valeurs mobilières.

Les contributions directes semblent toujours très difficiles à recouvrer, témoin la proportion élevée des frais de poursuites qui est, à l'heure actuelle, de 1 fr. 52 c. pour 1,000 fr. recouvrés; l'an dernier, cette proportion ne dépassait pas 1 fr. 50 c.

Quant à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières, elle a produit, en 1885, près de un million de moins qu'en 1884 et près de 3 millions de moins que les prévisions de la loi de finances.

Nous aurons, lorsque les résultats de l'année entière seront connus, à tirer la conclusion qui ressort de ces indications diverses.

## ÉCHOS

Nous avons publié hier, dans nos Dernières Nouvelles, une dépêche de Madrid, donnant quelques détails sur la cérémonie des obsèques officielles d'Alphonse XII : compléments aujourd'hui par de nouveaux renseignements :

L'église était pleine. Tous les invités n'ont pu y pénétrer; la majorité même a dû rester dehors.

Le coup d'œil était imposant.

A la droite du grand autel étaient placés les cardinaux et les prélats, au nombre de 38, les infants de Portugal, le prince Louis de Bavière, les archiducs d'Autriche, frères de la régente, les présidents et les secrétaires du Sénat et de la Chambre.



a dû attendre dans la bibliothèque de l'Institut, en compagnie de MM. Gérôme et Georges Perrot, des inscriptions et belles-lettres, que le procès-verbal fut lu. M. le vicomte Delaborde, secrétaire perpétuel, est venu à la porte de l'Académie prendre par la main gauche le récipiendaire et l'a conduit devant le bureau. Suivant une tradition, qui n'existe qu'aux beaux-arts, tous les académiciens se sont levés et sont restés debout pendant le speech de bienvenue prononcé par M. Bouguereau, qui a terminé en annonçant à M. de Rothschild qu'il aurait à faire l'éloge de son prédécesseur.

L'Académie a procédé, ensuite, à l'élection de trois membres correspondants en remplacement de MM. Benoist, Joseph Geels et Dumas, de Lyon. Ont été nommés : MM. Chénard, de Lyon, pour la peinture; Evard, de Lille, pour la sculpture; et Delfos, directeur du conservatoire de Toulouse, pour la musique.

Mme la baronne douairière de Rothschild a envoyé deux mille francs à la Société des fêtes de Paris.

M. Raoul Duval interpellera, mardi, M. Turquet, sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, au sujet de six tableaux de maîtres anciens, dont nous parlions hier et sur lesquels les conservateurs du musée du Louvre auraient prononcé un jugement défavorable.

Les conservateurs, quels qu'ils soient, étant en général très mal vus à la Chambre, gagons que les républicains sauront trouver de bonnes raisons pour excuser l'ignorance crasse dont M. Turquet a fait preuve en cette circonstance.

L'Exposition actuellement ouverte à la galerie Georges Petit est tout particulièrement intéressante : elle constitue en effet une œuvre charitable, et c'est au bénéfice du Bureau de bienfaisance du dixième arrondissement qu'elle a été organisée.

Cette Exposition est formée d'une collection particulière qui d'ailleurs est très digne par elle-même de l'attention des visiteurs.

C'est la collection de M. Lutz, qui possède un très fin Meissner, un excellent Théodore Rousseau, un Ribot, un Bonvin très important, un Detaille, deux Tassier, plusieurs Diaz.

Voici également deux Dalaorci, plusieurs Isabey, et des dessins de Millet.

Nous rencontrons ensuite divers paysages de Courbet, dont deux sont fort curieux.

La collection compte aussi un certain nombre de toiles de Servin, et beaucoup de Jongkind.

Da Vinci si les modernes sont représentés dignement à cette Exposition, il y a à la suite quatre ou cinq petits panneaux de Boilly qui sont des merveilles.

Nous n'hésitons pas à regarder ces peintures comme les plus intéressantes de toute la collection, quel que soit l'intérêt réel des autres.

On sait que le Musée du Louvre ne possède qu'un seul tableau de Boilly, tableau plus important par les dimensions que ceux que nous avons vus à la galerie Georges Petit, mais non pas plus remarquable. Il en est deux surtout, parmi ces derniers, dont l'arrangement est d'un goût exquis; pour l'exécution, on n'en saurait trop en louer la précieuse finesse. Pour tout dire, cette réunion d'œuvres charmantes de Boilly suffirait à motiver l'intérêt de l'Exposition dont nous parlons, et à mériter à M. Lutz, qui a bien voulu prêter son excellente collection, la reconnaissance du public.

Une dépêche de Cannes nous annonce que la comtesse de Caserte, princesse de Bourbon, vient d'accoucher d'un fils qui portera le nom de Philippe-Marie-Alphonse-Antoine-Ferdinand-François-de-Paul-Louis-Henri-Albert-Thadée-François-Xavier-Hubert de Bourbon. Le comte de Paris en sera le parrain.

Le conseil d'administration de la Caisse des Victimes du devoir vient d'adresser une somme de 200 fr. au maire de Haute-Goulaine (Loire-Inférieure), pour être remise à la famille du garde champêtre Bonnet, assassiné par des salimbanques en novembre dernier.

Un des fondateurs de la Société des gens de lettres, ainsi que de la Société des auteurs dramatiques, M. Louis

Couilhac, vient de mourir à Paris, à l'âge de soixante-quinze ans.

M. L. Couilhac, qui depuis plusieurs années occupait au Sénat les fonctions de secrétaire-rédacteur, a collaboré dans plusieurs journaux, et il avait pris une part très active à diverses publications collectives, telles que : *Les Français peints par eux-mêmes*, *les Étrangers à Paris*, *le Jardin des Plantes*, etc. Depuis 1857, il était chevalier de la Légion d'honneur.

Au sujet de la rencontre qui devait avoir lieu entre M. Spinoza et M. Paul Mahalin, ce dernier a adressé au *Gaulois* une lettre dans laquelle il invoque, pour justifier la conduite qu'il a cru devoir tenir, son âge et ses devoirs de père de famille. En réponse à cette lettre, M. de Pène, avec son autorité et sa compétence, a écrit un article plein de bon sens, duquel nous détachons cette phrase :

Il est bien certain que, quand on estime avoir passé l'âge des réparations d'usage, on doit s'interdire scrupuleusement les écarts de plume. Il est certain qu'un père de famille doit écrire, comme il doit vivre, en père de famille. Le tort que M. Mahalin paye cher, en ce moment, est d'avoir hésité, une fois la première faute commise, à en exprimer franchement ses regrets. En ces subtiles matières, où souvent l'on prononce trop légèrement le grand mot d'honneur, l'effusion du sang n'est pas, grâce au ciel, de vigueur, et l'on peut sortir d'un mauvais pas par des explications loyales.

M. de Pène a cent fois raison. Et M. Mahalin aurait mieux fait d'adresser tout d'abord des excuses à son adversaire qu'il devait, si malheureusement pour lui, se débiter au dernier moment.

## ECHOS PARLEMENTAIRES

M. Buffet a écrit à M. le ministre des cultes pour lui annoncer qu'il lui posera une question au sujet des suppressions de traitements prononcées après les élections contre plusieurs ecclésiastiques.

La Chambre s'est réunie dans ses bureaux pour nommer une commission de 22 membres chargée de l'examen des trois propositions de MM. Bataillon-Leroux, M. Laroche, et plusieurs de leurs collègues, portant modification du tarif général des douanes en ce qui concerne les céréales et le bétail.

Ont été élus : MM. Taillandier, Barouille, Milochan, Levey, Desloges, Noël Parfait, Maurice, Wickersheimer, Grémeux, Parnot, Marthe, Lesouff, Ménilon, Lefèvre Pontalis, Granet Melne, de Roys, Guillaumon, Labrousse, Bouteau, Laroche.

Onze membres sont favorables à la proposition; onze sont contraires.

La commission se trouve ainsi partagée en deux fractions égales.

Parmi les députés favorables au relèvement des droits de 3 à 5 fr., il y a six membres de la droite.

Ce sont : MM. Taillandier, Barouille, Desloges, Maurice, Lefèvre-Pontalis, Goutheu.

Les cinq membres de la gauche favorables au relèvement sont : MM. Tiger, Milochan, Levey, Noël Parfait, de Roys.

Les membres opposés au relèvement appartiennent tous à la gauche.

Ce sont : MM. Wickersheimer, Grémeux, Perno, et Révillon, Lesouff, Granet, Melne, Labrousse, Guillaumon, Laroche et Marly.

Tous ces députés ne sont point libéralisés. M. Melne et M. Laroche sont protectionnistes; mais, tout en étant partisans des droits, ils pensent qu'une amélioration serait actuellement prématurée, et qu'il convient d'attendre les résultats de la surface votée dans la dernière session.

La commission des crédits pour le Tonkin s'est encore réunie hier pour examiner les documents qui devront être annexés au rapport de M. Camille Pelletan.

Le député des Bouches-du-Rhône ne déposera son rapport que mardi.

On croit que la discussion en séance publique ne viendra pas avant samedi.

La commission d'initiative a entendu hier le ministre des travaux publics au sujet de la proposition déposée par M. Ferry, et relative à la nomination d'une commission parlementaire de vingt-deux membres qui serait chargée de réviser les tarifs des chemins de fer, de concert avec le ministre et les Compagnies.

M. Denole s'est prononcé contre cette proposition, en faisant observer qu'elle constituait un empiètement sur les droits du pouvoir exécutif.

elle a pu enfin s'offrir un vrai mari, gâter et ruiné, le duc de Carlington, qui lui a rendu une place et même un rang dans le monde. Elle est aujourd'hui duchesse et païssée, honorée, adulée, considérée, reine dans les meilleures et les plus illustres familles, très en faveur auprès des honnêtes gens... « Et maintenant, ne me trahis pas ! »

Les longues confidences de Jototte à Clavel finissent sur ce mot caractéristique. Elle ne l'a fait venir que pour implorer son silence et pour s'assurer contre des indiscretions qui, en perdant la mère coupable, perdrait aussi la fille innocente. C'est pour sa fille qu'elle demande grâce et pitié. Il faut que cette enfant, qui est la pureté même, puisse entrer dans le monde le front haut; il faut que le monde ignore, et que Paula surtout ignore à jamais l'indignité de sa mère. Clavel promet, en galant homme; mais il éprouve bientôt une furieuse envie de se déprendre lorsqu'il apprend de la duchesse elle-même qu'elle est en relations suivies avec sa propre belle-sœur, la comtesse de Chabreuil, et que sa propre nièce Aurora de Chabreuil est devenue la meilleure amie de Paula Alberti. C'est là une trop lourde affaire pour Clavel, qui ne peut que se considérer comme dégagé par le piège même que Georgette lui a tendu, et il met maintenant des conditions à son silence. Il veut bien ne pas trahir les lourds secrets qu'elle vient de lui confier, mais il entend que, de son côté, elle s'arrange pour rompre au plus vite tout rapport avec la famille de Chabreuil. Sinon, non ! Et encore ne répond-il pas des nécessités imprévues qui peuvent lui découler de la bouche. Sur quoi, on se quitte, et il ne reste plus à l'imprévu qu'à se présenter.

Il se présente tout de suite, mais il usurpe son nom, car il n'y a rien de plus commun et de moins inattendu que ce qui arrive. Le fils de la comtesse de Chabreuil, le neveu du comte Clavel, le lieutenant de vaisseau Gontran, s'est épris de Paula et veut, à tout prix, l'épouser. Sans informations, la mère n'y voit pas d'empêchements, et c'est alors que, mis au pied du mur, l'oncle n'y va pas par quatre chemins, il dit tout, et Toulouse, et le

La proposition n'en a pas moins été prise en considération, et M. Laur a été nommé rapporteur.

## La séance de la Chambre

M. Camélinat, l'homme de bronze, représentant ouvrier de Paris, a fait hier ses débuts oratoires. Ce n'est pas, comme le lyonnais Briatou, un bon et joyeux compagnon, à la figure ouverte et riante. L'ouvrier Camélinat est sombre et amer, brun et renfrogné. Il a appelé ses collègues « citoyens » et il a lu son discours. Il s'agitait des travaux de Paris. M. Camélinat accuse le gouvernement d'entraîner la population parisienne. Parmi ceux qui sont ainsi en suspens, il a cité la Bourse de commerce, les tramways, les passages à niveau du chemin de fer de ceinture, l'Exposition, le métropolitain. Il prétend encore que le ministre de l'intérieur empêche la réalisation de l'emprunt municipal de 250 millions, pour ne pas fatiguer le crédit auquel le gouvernement se propose de faire prochainement appel pour son propre compte.

La question, car il ne s'agit d'abord d'une question au ministre des travaux publics, a été transformée en interpellation. La discussion s'est alors prolongée, et plusieurs ministres y ont pris part. Le ministre des travaux publics a répondu que les travaux de Paris étaient l'objet de toute la préoccupation du gouvernement; que les enquêtes suivaient leur cours. Le métropolitain, notamment, qui avait été l'objet d'un projet de loi déposé sur le bureau de la dernière Chambre, est soumis à une nouvelle étude. Le ministre se propose de substituer la voie aérienne à la voie souterraine pour la plus grande partie du parcours, et de faire un traité ferme avec une Compagnie, au lieu d'avoir recours à l'adjudication.

Le ministre du commerce a ajouté qu'il avait déposé, au début de la séance, un projet de loi sur la Bourse de commerce et qu'il présenterait incessamment le projet de l'Exposition. Enfin le ministre de l'intérieur a déclaré qu'il n'avait fait que des objections de forme au projet d'emprunt municipal de 250 millions. Ces objections, soumises au conseil, ne peuvent retarder longtemps la présentation du projet de loi. A la veille de l'élection de Paris, ce débat pouvait à la rigueur passer pour une petite manœuvre électorale destinée à chauffer les candidatures agréables. Les Parisiens peuvent-ils se dispenser de voter pour la liste opportuniste après l'énumération de tous les bienfaits dont le gouvernement veut les accabler? Hélas ! il faut tout craindre de leur ingratitude.

Deux ordres du jour motivés furent présentés par M. Camélinat et plusieurs autres membres de la gauche. En voici le texte :

La Chambre, prenant acte de la déclaration du gouvernement d'activer tous les grands travaux d'intérêt public, notamment l'Exposition universelle internationale et le Métropolitain, passe à l'ordre du jour.

La Chambre, reconnaissant qu'il y a un intérêt de premier ordre à procéder à l'exécution des travaux publics pendant les périodes de chômage de l'industrie privée, prend acte des déclarations du gouvernement et l'invite à imprimer dans toute la France la plus grande activité possible à l'étude et à l'exécution de ceux de ces travaux qui répondent le mieux aux besoins économiques du pays.

Le débat s'est terminé pacifiquement par l'ordre du jour pur et simple.

M. Ballue, qui tend non moins que M. Lockroy à devenir un pontife, a solennellement déposé une proposition de loi dont on parlait depuis quelques jours. Elle est ainsi conçue :

Article premier. — Est traduit devant un conseil de guerre tout militaire qui, investi d'un commandement isolé, quelles qu'en soient la nature et l'étendue, a, en vertu d'ordres émanant de lui, pris la responsabilité de la reddition ou de l'évacuation d'une place de guerre occupée par ses troupes ;

2° De l'abandon à l'ennemi de tout ou partie des ambulances, de l'artillerie, des munitions ou des vivres qui lui étaient confiés.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

Si l'officier est reconnu coupable de n'avoir point obtenu les moyens de défense dont il disposait, de n'avoir pas fait tout ce que prescrivait le devoir et l'honneur, il est condamné à la peine de mort.

ne, il lui est fait application des pénalités prévues par l'article 209 du Code de justice militaire.

Le bénéfice des dispositions de l'article 463 du Code pénal peut lui être accordé.

Art. 2. — Dans les cas prévus à l'article 109 du Code de justice militaire, la mise en jugement est toujours ordonnée.

L'urgence, demandée par l'auteur de la proposition, a été combattue par plusieurs membres de la droite.

Cette proposition, a dit M. de la Béraud, touche aux questions les plus graves, elle intéresse à un degré capital le maintien de la discipline de l'armée, et c'est au nom des sentiments que nous professons tous pour l'armée, sur quelque banc que nous siégeons, que je demande à la Chambre de ne pas prononcer l'urgence. (Très bien ! très bien ! à droite.)

La droite a établi entre l'armée de terre et l'armée de mer une comparaison à mon avis inexacte; il ne faudrait pas que, par suite des préoccupations douloureuses sous l'influence desquelles nous sommes tous à l'heure actuelle, nous prissions des mesures précipitées que nous pourrions regretter plus tard.

C'est donc au nom de votre patriotisme, car quand il s'agit de la grandeur de l'armée et de la France nous sommes unanimes (Très bien ! très bien !), c'est au nom du patriotisme que je vous conjure de repousser l'urgence. (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. Raoul Duval a demandé qu'on entendît le ministre de la guerre. M. de Martimprey a insisté également pour que le chef de l'armée fût consulté. Il a ajouté :

La Chambre ne peut nous refuser l'exercice du droit que nous avons d'étudier à deux reprises, comme l'exige le règlement, une question aussi grave.

La loi qu'on vous propose peut en effet, messieurs, être une loi de suspicion. Elle tend à déplacer les responsabilités.

Si elle est votée, on ne verra plus comme autrefois les chefs couvrir leurs inférieurs.

Les responsabilités front en descendant, et le chef cherchera parmi ses subordonnés quel bouc émissaire pour les lui faire endosser.

Groyez-en un ancien officier ! Cette loi, par laquelle vous pensez satisfaire l'armée, la blessera au contraire profondément. Je vous en conjure, repoussez l'urgence ! (Applaudissements à droite.)

Ces réflexions, aussi politiques que patriotiques, n'ont pas prévalu. L'urgence a été votée par 307 voix contre 205.

Le rapport sur l'élection des Landes a été déposé. Il conclut à l'invalidation. La discussion en a été fixée à jeudi.

La Chambre a péniblement nommé, au troisième tour de scrutin, un membre de la commission de contrôle de la circulation monétaire. M. Yves Guyot l'a emporté sur M. le baron de Soubeyran. Comme l'a dit l'éternel Beaumarchais : Il fallait un calculateur, etc...

La séance du Sénat

Séance du 12 décembre

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

Le Sénat vote un projet de loi ayant pour objet la déclaration d'utilité publique et la concession définitive à la Compagnie des chemins de fer de l'Est de la ligne de Brienne à Soray.

M. Emile Labiche déclare qu'il ne parle plus comme rapporteur, car il combat les articles 251, 252 et 253 présentés par la commission. Celle-ci a supprimé la disposition qui exige que le divorce soit prononcé par l'officier de l'état-civil; l'orateur combat cette innovation qui touche au fond même de la question du divorce, et fait remarquer que le projet est uniquement consacré à la procédure. Il demande donc le renvoi à la commission.

M. Laroche défend les modifications proposées par la commission et dit que si elle a supprimé l'intervention de l'officier de l'état-civil, c'est parce qu'elle est inutile, qu'elle est même quelquefois ridicule et qu'elle a toujours quelque chose de cruel pour les époux. Il ajoute qu'il peut même se produire et qu'il s'est produit des scandales regrettables. Il s'agit de deux personnes qui, par une formalité qui rentre dans les questions de procédure.

M. Emile Labiche insiste sur la nécessité de faire prononcer le divorce par l'officier de l'état-civil.

M. Brisson, président du conseil, réplique que les maîtres eux-mêmes réclament la modification dont parle M. Labiche. Le code civil admettait jadis le divorce par consentement mutuel, de là la nécessité de

l'intervention de l'officier de l'état-civil, inutile aujourd'hui puisque cette forme de divorce a disparu. Il demande donc au Sénat d'adopter l'article 250.

M. de Gavardie appuie les observations de M. Labiche.

L'article 250 est adopté.

M. Paris combat les deux derniers paragraphes de l'article 251, qui modifient la loi même du divorce et ne rentrent aucunement dans la procédure; en outre, il n'admet pas qu'on donne à l'époux déchu le droit de faire transcrire, sur les registres de l'état-civil, le jugement de divorce quand l'époux demandeur n'a pas accompli cette formalité dans le délai d'un mois. Il dit que l'on écarte aussi une dernière chance de réconciliation, puisque si cette transcription n'est pas faite dans le délai de deux mois, le divorce est considéré comme nul et non avenue.

M. Léon Renault. — La situation créée par le divorce a été voulue par l'époux demandeur, on a passé par toutes les phases de la procédure, les tribunaux ont prononcé leur décision après avoir entendu les deux parties, on a adopté le texte de la commission.

Les deux premiers paragraphes de l'article 252 sont adoptés.

Le paragraphe 3 est adopté par 169 voix contre 60.

Le paragraphe 4 et l'ensemble de l'article 253 sont également adoptés.

Le Sénat vote sans discussion l'article 307.

L'article 1er du projet portant modification des articles du Code de procédure civile, 234 à 252 et 307, qui ont été préalablement votés, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

M. Naquet demande, à propos de l'article 4, que le droit d'enregistrement du jugement prononçant le divorce soit inscrit en débet.

M. Forichon, commissaire du gouvernement, répond que c'est ainsi que les choses se passent actuellement aux termes d'une décision du ministre des finances.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

M. de Gavardie. — Je n'aurais pas que les instances en séparation de corps pendant au moment de la promulgation de la loi du 17 juillet 1884, puissent être transformées en instances de divorce par le demandeur.

M. Emile Labiche, rapporteur, répond que cette disposition existe dans la loi de 1884.

M. de Gavardie insiste pour le rejet de l'article 6.

L'article 6 et l'article 7 sont adoptés.

Le Sénat décide qu'il passera à une deuxième délibération.

La séance est levée à cinq heures cinquante.

Lundi, à trois heures, séance publique.

l'intervention de l'officier de l'état-civil, inutile aujourd'hui puisque cette forme de divorce a disparu. Il demande donc au Sénat d'adopter l'article 250.

M. de Gavardie appuie les observations de M. Labiche.

L'article 250 est adopté.

M. Paris combat les deux derniers paragraphes de l'article 251, qui modifient la loi même du divorce et ne rentrent aucunement dans la procédure; en outre, il n'admet pas qu'on donne à l'époux déchu le droit de faire transcrire, sur les registres de l'état-civil, le jugement de divorce quand l'époux demandeur n'a pas accompli cette formalité dans le délai d'un mois. Il dit que l'on écarte aussi une dernière chance de réconciliation, puisque si cette transcription n'est pas faite dans le délai de deux mois, le divorce est considéré comme nul et non avenue.

M. Léon Renault. — La situation créée par le divorce a été voulue par l'époux demandeur, on a passé par toutes les phases de la procédure, les tribunaux ont prononcé leur décision après avoir entendu les deux parties, on a adopté le texte de la commission.

Les deux premiers paragraphes de l'article 252 sont adoptés.

Le paragraphe 3 est adopté par 169 voix contre 60.

Le paragraphe 4 et l'ensemble de l'article 253 sont également adoptés.

Le Sénat vote sans discussion l'article 307.

L'article 1er du projet portant modification des articles du Code de procédure civile, 234 à 252 et 307, qui ont été préalablement votés, est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

M. Naquet demande, à propos de l'article 4, que le droit d'enregistrement du jugement prononçant le divorce soit inscrit en débet.

M. Forichon, commissaire du gouvernement, répond que c'est ainsi que les choses se passent actuellement aux termes d'une décision du ministre des finances.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

M. de Gavardie. — Je n'aurais pas que les instances en séparation de corps pendant au moment de la promulgation de la loi du 17 juillet 1884, puissent être transformées en instances de divorce par le demandeur.

M. Emile Labiche, rapporteur, répond que cette disposition existe dans la loi de 1884.

M. de Gavardie insiste pour le rejet de l'article 6.

L'article 6 et l'article 7 sont adoptés.







# GAZETTE THÉÂTRALE

AUX BOUFFES PARISIENS

Nous sommes heureux d'avoir à constater le très franc succès obtenu hier soir par la *Béarnaise* aux Bouffes-Parisiens.

La direction de Mme Ugalde a livré sa première partie dans des conditions brillantes qui nous font pressager une heureuse suite de succès pour la coquette salle du passage Choiseul.

Le mariage de Mme de Montigny-Serres, la célèbre pianiste, et de M. de Serres, directeur général des chemins de fer autrichiens, avait attiré hier, à l'église Saint-Étienne, toutes les notabilités du monde artistique.

Reconnu au défilé de la sacristie : MM. Massenet, Saint-Saëns, Léo Delibes, Dabois, Ritter, Carvalho, Danbé, Jonckheere, Reyher, Heugel, Réty, Elouard Hervé, Wolf, Guiraud.

La maîtrise, sous la direction de M. Raoul Pugno, a exécuté d'une façon parfaite différents morceaux d'Ambrose Thomas et de Saint-Saëns.

Le violoniste Paul Viardot a exécuté le prélude du *Deluge*, et le violoncelliste Joseph Hollman, un nocturne de Chopin.

Les témoins étaient au nombre de six : MM. Ambroise Thomas, beau-frère de la mariée, Edmond Joubert, Henry Renaud, le général Hippolyte Renaud, Alexandre Gotschak et Louis Roy de Loulay.

Mme de Serres-Wieczaffski devait quitter Paris hier soir. Elle va se fixer à Vienne où elle ne se fera désormais entendre que dans des concerts de bienfaisance.

Plusieurs de nos confrères ont annoncé que M. Carvalho renoncera à monter *Lohegrin*.

Par une lettre adressée à M. Magnard, le directeur de l'Opéra-Comique proteste contre cette insinuation et a maintenu formellement son intention de nous donner ce chef-d'œuvre, dont les études n'ont été interrompues que pour permettre à M. Carvalho de préparer la reprise de *Roméo et des Contes d'Hoffmann*.

Je voudrais, dit M. Carvalho, qu'on me donnât une bonne raison pour me prouver que je ne dois pas jouer *Lohegrin* à l'Opéra-Comique, quand tous les dimanches on fait entendre la musique de Wagner dans des concerts subventionnés, comme l'Opéra-Comique, par l'Etat, et qu'on a même pu l'exécuter à la Société des Concerts du Conservatoire national de musique.

M. Jacques Delpy, l'habile et sympathique directeur du Théâtre-Français de Bordeaux, va monter cet hiver un grand drame parisien inédit, de notre excellent confrère et collaborateur Fortunio, intitulé *Mercédès*. Cette pièce en cinq actes, que l'on dit littérairement remarquable, sera jouée avec un grand soin et l'ancien pensionnaire de Montigny y créera un rôle important, à côté d'une étoile qui jouerait celui de Mercédès, un personnage tout à fait nouveau au théâtre, et que l'intelligence de directeur-acteur croit de nature à faire sensation.

Charmante réunion, hier samedi, chez Mme G., dont le salon est l'un des plus aimables du monde financier.

Un très joli concert a précédé la danse, dans lequel les jeunes talents de MM. Duzas, Bel, Landau et Delmas, du Conservatoire, ont tour à tour brillé, ainsi que Mlle Tunesi, que la succès la plus méritée a faite entre autres dans les deux airs de *Manon* et du *Cid*.

Une grande douleur vient de frapper un homme bien connu des artistes à qui si souvent, par son talent spécial, il a rendu de si nombreuses services : M. Pomerai a perdu avant-hier sa fille aînée, une charmante personne de vingt-cinq ans, morte d'une maladie de poitrine.

Une dépêche de Russie datée de Karkoff, 12 décembre, nous apprend que Mme Pante line Lucas, récemment en tournée de concert, vient de tomber dangereusement malade en arrivant à sa petite ville.

Voici le programme varié de la fête qui sera donnée à l'Opéra, dans la seconde

quinzaine de janvier, au profit des pauvres de Paris.

Il vient d'être arrêté définitivement par la commission composée de MM. Bonnard, Clairin, Coquelin, Dalou, Despatys, Heugel, Heuzey, Lavastre, Livet, Nittler, Vitu et Barthélemy, sous la présidence de Charles Garnier.

M. Théodore de Banville est chargé d'écrire le prologue qui prendra pour point de départ l'origine du théâtre dans l'antiquité.

Un fragment de la tragédie antique, l'*A gamemnon* d'Eschyle, avec scène, décors, costumes et masques du temps.

M. Monnet-Sully, qui était chargé de l'organisation de cette partie de la représentation, n'a pas accepté.

Un fragment de la comédie antique de Plaute, les *Capituli*, traduction de M. du Loir. MM. Coquelin cadet et Nittler, organisateurs.

La farce du moyen âge, *Maître Pathelin*, représentée sur des treteaux dans son cadre original du Marché des Innocents. M. Goy, organisateur.

Le premier acte du *Cid* sur la scène du théâtre des comédiens du Marais. M. Maubant, organisateur.

Le *Galant Jardinier*, de Dancourt. M. Coquelin, organisateur.

Les *Jeuneaux de Bergame*, ballet, de MM. de Lajarte et Méranie, suivi d'un divertissement Wateau.

MM. Saint-Saëns, Heugel et Altès sont chargés de tout ce qui concerne la partie musicale; l'orchestre reste confié à M. A. M.

MM. Clairin, Dalou, Heuzey et Nittler sont spécialement préposés à la reconstitution des costumes.

MM. Garnier, Bouvard et Lavastre, aux scènes et décors.

C'est une soirée qui promet d'être intéressante et qui sera, nous n'en doutons pas, grâce à son originalité, fructueuse pour les pauvres de la capitale.

MM. Coquelin aîné et cadet, Mmes J. Samary et Thér. Iront jouer, à la fin du mois, *Socrate et sa femme* et *l'Héritière* au théâtre de la Monnaie, à Bruxelles, dans une représentation de bienfaisance.

G. DORANTE.

## LIBRAIRIE

L'éditeur Lemerre vient de publier les *Nouveaux essais de psychologie contemporaine* de M. Paul Bourget. On se rappelle l'accueil fait par la critique et le public à la première série de ces *Essais*. On lira dans le volume d'aujourd'hui des études sur MM. Dumas fils, Leconte de Lisle, de Vauvenargues, Tourguéniev et Amiel. Les deux volumes réunis forment un tableau complet des tendances sociales de la littérature française durant la période du second Empire.

On retrouvera dans ces *Nouveaux Essais*, les qualités d'analyse et de style qui ont fait la réputation du poète des *Aveux*, du romancier de *Cruelle Enigme*.

*En Bulgarie et en Roumanie*. Ce nouveau livre, édité par la maison Lemerre, raconte le voyage entrepris par un Français après un séjour de trois années à Sofia. Nul mieux que l'auteur n'était en mesure d'initier ses compatriotes à l'histoire, aux mœurs, aux aspirations politiques, aux tendances d'un pays sur lequel l'Europe tout entière a les yeux fixés.

Sérieux par le fond, plein de fantaisie dans la forme, cet ouvrage est à la fois un volume d'actualité et un livre qui a sa place marquée dans la bibliothèque de tous les lettrés.

Pendant les longues soirées d'hiver, on est heureux de trouver sous la main un livre qui distrait, que l'on peut laisser et reprendre sans être obligé de tout lire pour connaître un dénouement qui se fait trop attendre.

C'est un de ces livres que vient de publier la librairie Dentu sous le titre : *L'Étoile d'une Chemise*.

L'auteur, Mme Berthe Bailey, a écrit les scènes de la vie réelle qu'elle raconte avec autant de délicatesse et de réserve que d'ingéniosité et d'humour. C'est dire que l'*Étoile d'une Chemise*, malgré l'allure quelque peu provocante de son titre, peut être lue, et lue avec plaisir par tout le monde.

*Au pays de la bouillabaisse*. Tel est le titre original que M. Maxime Bataillon a donné à un volume de vers, consacré naturellement à Marseille et à ses joyeux habitants. Nous sommes sûrs que les Provençaux ne seront pas seuls à goûter ces poésies, alertes et de bon sens, et de ce qui ne gâche rien, su-

perieusement habillées par la librairie des Bibliophiles.

Le succès obtenu l'an dernier par les *Chansons et rondes enfantines* publiées par MM. Garnier frères, a engagé ces éditeurs à composer un second recueil du même genre. Les *Nouvelles Chansons et Rondes enfantines* viennent de paraître, et nous sommes persuadés qu'elles ne seront pas moins bien accueillies que leurs aînées. Chacune des petites pièces populaires que contient ce livre est accompagnée d'intéressantes notices et de l'air noté avec accompagnement de piano, de Weckerlin, l'émillant compositeur. L'illustration est aussi très attrayante : les éditeurs ayant observé que les enfants, grands et petits, avaient un faible pour les gravures colorées, nous donnons cette fois de véritables aquarelles signées des noms les plus estimés : Henri Pille, A. Sandoz, V. A. Poisson, J. David, Leclercq, etc. Les *Nouvelles Rondes enfantines* sont certainement un des plus beaux livres d'enfants de cette année. (Prix du vol. : broché, 8 francs ; reliure étoffée riche, 10 francs.)

Ch. Zola. — *L'Exposition universelle de 1889*. — Etude du Rapport de la Commission consultative insérée par décret du Président de la République.

L'examen critique de ce rapport, tout en constatant le mérite de ce magnifique travail, démontre que la réalisation du plan financier de la commission nécessiterait la demande de crédits d'un crédit d'au moins 50 millions, ce qui, dans les circonstances actuelles, pourrait faire ajourner cette Exposition, attendue avec tant d'impatience.

L'auteur indique le moyen pratique de réaliser l'Exposition, conformément au projet de la commission et sans les crédits de la part de l'Etat ou de la ville de Paris.

Nous recommandons la lecture de cette Etude à tous les exposants et à toutes les personnes qui pensent que cette grande manifestation, en 1889, de la puissance nationale, serait un remède à la crise que traversent l'industrie et le commerce parisiens.

Une brochure in-8°. Prix : 1 franc.

M. P. de Lapeyrière, ancien attaché d'ambassade, auteur d'un intéressant ouvrage sur le Japon militaire, publie à la librairie Plon un joli volume intitulé : *Souvenirs et Episodes*.

C'est un album de petits tableaux, d'anecdotes, de traits de mœurs, recueillis en Chine, au Japon et aux Etats-Unis ; des dessins originaux, empruntés d'une forte couleur locale, enguirlandent agréablement le texte.

*Le Tour du Monde*, nouveau journal de voyages. Sommaire de la 130<sup>e</sup> livraison (12 décembre 1885).

Promenades en Océanie. Les archipels Samoa et Tonga, par M. Aylie Martin. — Textes et dessins inédits. — Onze gravures de A. de Bar, Dosso, E. Ronjat, Thiriat et Taylor, avec deux cartes.

Bureaux à la librairie Hachette et Cie, boulevard Saint-Germain, 79, à Paris.

## NOTRE NOUVELLE PRIME GRATUITE

LES

## Soirées de la Baronne

PAR E. GUYON

Avant-propos de GEORGES OHNET

Un volume grand in-18, couverture illustrée par JAPHET.

Frais d'expédition : 50 c.

Beaucoup de nos lecteurs nous ayant demandé les *Soirées de la Baronne*, dont les multiples éditions ont été épuisées rapidement, nous sommes heureux de leur annoncer que, par suite d'un traité avec l'éditeur Ollendorff, nous pouvons offrir comme prime, et à titre gracieux, ce charmant volume à tous les abonnés qui renouvelleront leur abonnement.

## BULLETIN COMMERCIAL

COTE OFFICIELLE du 12 DÉCEMBRE (Cinq heures du soir)

Marchés	1885	1884	1883
Mout-Marques (150 kilos).....	47 ..	47 ..	47 ..
Bois sous futaie.....	83 50	83 50	83 50
— en tonnes.....	50 50	50 50	50 50
— défilée.....	61 50	61 50	61 50
— défilée en tonnes.....	63 50	63 50	63 50
— disponible.....	64 25	64 25	64 25
— en tonnes.....	55 25	55 25	55 25
Frais, hors Paris.....	61 ..	61 ..	61 ..
Bourse Paris.....	65 ..	65 ..	65 ..
Bois en branches.....	45 75	45 75	45 75
Bois de charbon (nu).....	48 50	48 50	48 50
Bois de 88 degrés.....	40 25	40 25	40 25
— les 98 degrés.....	44 75	44 75	44 75
Blanc type n° 3.....	47 75	47 75	47 75
Raffiné sous futaie.....	104 ..	104 ..	104 ..
— défilée.....	50 ..	50 ..	50 ..
— défilée en tonnes.....	50 ..	50 ..	50 ..
Mélasse de fabrication.....	48 25	48 25	48 25
— de raffinage.....	48 25	48 25	48 25
Moyenne des cotes officielles des alcools pendant la semaine du 5 au 12 décembre.....	48 41	48 41	48 41

Farines Douze-Markes

Marchés	1885	1884	1883
Nous cotons à 12 h. 1/4 :			
Livraison Décembre.....	47 ..	47 ..	47 ..
— Janvier.....	47 50	47 50	47 50
— 4 premiers mois.....	48 50	48 50	48 50
— 4 de mars.....	49 50	49 50	49 50
Nous cotons à 2 heures :			
Livraison Décembre.....	47 ..	47 ..	47 ..
— Janvier.....	47 50	47 50	47 50
— 4 premiers mois.....	48 50	48 50	48 50
— 4 de mars.....	49 50	49 50	49 50

Grande-Bretagne

Marchés	1885	1884	1883
Mouvements des quatre premiers ports du 29 novembre au 5 décembre.....			
Importations..... (tonnes).....	14.461	18.978	23.071
Livraisons.....	11.309	18.049	21.508
Stock.....	249.085	243.787	212.782
seul.....	243.578	243.588	207.218
Augmentation.....	2.493	929	5.564
Diminution.....	—	—	—
Du 1 <sup>er</sup> janvier au 5 décembre.....			
Importations..... (tonnes).....	840.988	890.276	918.420
Livraisons.....	847.054	875.064	923.240

Ressources aux dernières dates

Marchés	1885	1884	1883
Voici la situation des ressources aux dernières dates dans les principaux pays, les quantités exprimées en tonnes de 1,000 kilos.....			
Pays et dates.....			
France, 1 <sup>er</sup> nov.....	174.134	161.833	107.688
Angleterre, 3 <sup>es</sup> dec.....	248.035	244.787	212.782
Allemagne, 1 <sup>er</sup> nov.....	191.000	148.000	95.325
Hollande, 1 <sup>er</sup> nov.....	25.27	19.68	17.160
Belgique, 1 <sup>er</sup> nov.....	41.682	34.700	4.820
Autriche, 1 <sup>er</sup> nov.....	77.000	73.550	81.000
Total en Europe.....	748.108	652.768	619.743
Etats-Unis, 2 <sup>1</sup> nov.....	79.755	121.569	61.131
Total.....	827.863	774.336	680.874
Hav. Mat., 21 nov.....	20.001	31.978	22.044
Sous voiles.....	450.598	88.133	98.358
Total général.....	999.062	895.277	702.6
Excédent 1885 sur 1884.....	103.785	tonnes.	

NETAUX

Prix-courant légal établi par les courtiers assermentés à la Bourse de Paris, 11 décembre.

Marchés	1885	1884	1883
Les 100 kil. (8 hectolitres) :			
Cuivre du Chili en barres, liv. au Havre.....	110 ..	110 ..	110 ..
— sorte ordinaire.....	106 75	106 75	106 75
Cuivre en lingots ou plaques.....	115 ..	115 ..	115 ..
Best Selected.....	117 10	117 10	117 10
Mineral, Corocoe cuivre colons.....	110 ..	110 ..	110 ..
Etain Banca, livable au Havre ou Paris.....	255 ..	255 ..	255 ..
— Billiton.....	250 ..	250 ..	250 ..
— Détroits.....	250 ..	250 ..	250 ..
— Australie.....	250 ..	250 ..	250 ..
— anglais, livr. au Havre ou Rouen.....	247 50	247 50	247 50
Plombs, marque ordinaire, liv. au Havre.....	30 ..	30 ..	30 ..
— marque ordinaire, liv. à Paris.....	31 ..	31 ..	31 ..
Zinc de Silésie, livable au Havre.....	41 ..	41 ..	41 ..
— autres bonnes marques, liv. Havre.....	40 50	40 50	40 50
— autres bonnes marques liv. Paris.....	40 ..	40 ..	40 ..

FOURAGES

Marché de La Chapelle du 5 décembre.

Marchés	1885	1884	1883
On cote sur le marché :			
Paille, blé, 1 <sup>re</sup> qte 4 <sup>te</sup> .....	3 <sup>re</sup> qte 36 ..	3 <sup>re</sup> qte 36 ..	3 <sup>re</sup> qte 36 ..
Paille seigle.....	42 ..	42 ..	42 ..
d'avoine.....	34 ..	34 ..	34 ..
Foin 1885.....	60 ..	60 ..	60 ..
Luzerne 85.....	58 ..	58 ..	58 ..
Regain.....	58 ..	58 ..	58 ..
Le tout rendu dans Paris, au domicile de l'acheteur, frais de camionnage et droits d'entrée compris par 100 bottes de 5 kil., savoir : 6 francs pour foin et fourrages secs, 2 fr. 40 pour paille.			
Fourrages en gare :			
On cote sur wagon, par 520 kil.....			
Foin, 1 <sup>re</sup> qualité.....	41 ..	41 ..	41 ..
— 2 <sup>e</sup> qualité.....	38 ..	38 ..	38 ..

Marchés	1885	1884	1883
Luzerne, 1 <sup>re</sup> qualité.....	35 ..	35 ..	35 ..
Paille de blé.....	24 ..	24 ..	24 ..
— de seigle pour l'industrie.....	30 ..	30 ..	30 ..
— ordinaire.....	22 ..	22 ..	22 ..
d'avoine.....	22 ..	22 ..	22 ..

Pour les marchandises en gare, les frais de déchargement, d'octroi et de camionnage sont à la charge de l'acheteur.

SUCRES

Mouvement de l'entrepôt de Paris

Marchés	1885	1884	1883
10 décembre.....			
Ind. entrées sacs.....	2 695	12 419	18 110
— sorties.....	3 553	2 115	14 477
Stock.....	1 410.437	105 619	735 543
Etat stock.....	18 ..	18 ..	18 ..
Coloniaux.....	21.317	6 317	4 264
Stock à Tergnier.....	sacs 29 901		
— à Saint-Ouen.....	—	—	—
— à Saint-Ouen.....	—	—	—

PRIX-COURANT GÉNÉRAL

Marchés	1885	1884	1883
(Droit d'octroi non compris)			
Farine de grain.....	33 ..	33 ..	33 ..
— première.....	33 ..	33 ..	33 ..
— deuxième.....	26 ..	26 ..	26 ..
— bis.....	18 ..	18 ..	18 ..
— de seigle.....	21 ..	21 ..	21 ..
— de maïs.....	18 ..	18 ..	18 ..
— d'orge.....	21 ..	21 ..	21 ..
Blé indigène.....	20 ..	20 ..	20 ..
Seigle.....	13 75	14 ..	14 ..
Escourgeons.....	15 50	15 50	15 50
Orges.....	17 25	17 25	17 25
Avoines noires.....	10 75	10 75	10 75
— toutes sortes.....	15 50	15 50	15 50
Sarrasin.....	13 ..	13 ..	13 ..
Issues : Sons gros.....	13 ..	13 ..	13 ..
— 3 cases.....	14 50	14 50	14 50
— fines.....	11 25	11 25	11 25
— Recoupettes.....	11 75	11 75	11 75
— Remoulages.....	14 ..	14 ..	14 ..
Pécule sèche.....	25 50	25 50	25 50
Chénévins.....	29 ..	29 ..	29 ..

## PUBLICATIONS DE MARIAGES

ENTRE :

M. Barbiéri, rue de Cléry, 62 et Mlle Robille, bd Bonne-Nouvelle, 40. — M. Dargent, rue Lafayette, 415 et Mlle Ravant, 20 rue de Valenciennes. — M. O. Diekmann, bd de Strasbourg, 16 et Mlle Gilquin, rue St-Louis, 14. — M. Bunout, rue de la Fidélité, 24 et Mlle Chancé, rue Geoffroy-Marie, 45. — M. Barthelemy, bd Magenta, 42 et Mlle Frappier, rue de l'Écluse, 12. — M. Planchineau, 15 Saint-Martin, 5 et Mlle Heurt, pte Feuille, 7. — M. Roussard, 15 Saint-Denis, 20 et Mlle F. Schot, même faubourg. — M. M. Monod, 15 rue de la Fidélité, 24 et Mlle Chancé, rue Geoffroy-Marie, 45. — M. Barthelemy, bd Magenta, 42 et Mlle Frappier, rue de l'Écluse, 12. — M. Planchineau, 15 Saint-Martin, 5 et Mlle Heurt, pte Feuille, 7. — M. Roussard, 15 Saint-Denis, 20 et Mlle F. Schot, même faubourg. — M. M. Monod, 15 rue de la Fidélité, 24 et Mlle Chancé, rue Geoffroy-Marie, 45. — M. Barthelemy, bd Magenta, 42 et Mlle Frappier, rue de l'Écluse, 12. — M. Planchineau, 15 Saint-Martin, 5 et Mlle Heurt, pte Feuille, 7. — M. Roussard, 15 Saint-Denis, 20 et Mlle F. Schot, même faubourg. — M. M. Monod, 15 rue de la Fidélité, 24 et Mlle Chancé, rue Geoffroy-Marie, 45. — M. Barthe